

Délibération n° 2021-07-01/19

Objet : Fixation du montant de l'indemnité versée au personnel administratif - Elections régionales et départementales – Année 2021

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
SEANCE DU JEUDI 01 JUILLET 2021**

L'an deux-mille-vingt-et-un, le jeudi premier juillet, le Conseil municipal de la commune de Pérols (Hérault), régulièrement convoqué le vendredi vingt-cinq juin 2021, s'est réuni à 09h00, à titre exceptionnel et après information au Préfet salle Yves Abric, place Fanfonne Guillierme, dans le respect des règles de sécurité sanitaire et de distanciation sociale nécessaires à la lutte contre la propagation de l'épidémie de Covid-19, sous la présidence du Maire, Monsieur Jean-Pierre RICO.

La séance s'est déroulée sans public et a été retransmise en direct par voie électronique, conformément à la loi n°2020-1379 du 14 novembre 2020 modifiée.

Nombre de membres en exercice : 29

Nombre de membres présents : 17

Secrétaire de séance : Christiane PISTRE

Présents : Jean-Pierre RICO

Mario MARCOU - Jocelyne TAVERNE - Xavier MIRAULT - Christiane PISTRE - Françoise BERTOUY - Colette MORETEAU - Jean-Marc MALEK - Maryline BENEDETTI - Jean-Marc LÉËNDECKERS - Fabrice IRANZO - Philippe CATTIN-VIDAL - Véronique CHIREUX - Laurent CHAMARD-BOIS - Caroline SAROCHAR - Cathy PROST - Bernadette CONTE-ARRANZ.

Absents représentés : Marc PELLET *pouvoir à* Jocelyne TAVERNE, Olivier BOUDET *pouvoir à* Jean-Pierre RICO, Patricia NIVASSE *pouvoir à* Jean-Pierre RICO, Brigitte RODRIGUEZ *pouvoir à* Christiane PISTRE, Michel LITTON *pouvoir à* Mario MARCOU, Francine BOYER *pouvoir à* Christiane PISTRE, Pascale MARCHAL *pouvoir à* Fabrice IRANZO, Benoît DELTOUR *pouvoir à* Mario MARCOU, Romain CASAS-MATEU *pouvoir à* Fabrice IRANZO, Laurie BELTRA *pouvoir à* Jocelyne TAVERNE, Isabelle GIANIEL *pouvoir à* Philippe CATTIN-VIDAL, Laurent TATON *pouvoir à* Cathy PROST.

Le quorum étant atteint, conformément à l'article 6 - IV de la loi n°2020-1379 du 14 novembre 2020 modifiée autorisant la prorogation de l'état d'urgence sanitaire et portant diverses mesures de gestion de la crise sanitaire, l'assemblée peut délibérer.

Madame Françoise Bertouy, adjointe déléguée aux ressources humaines, à l'entreprise, à l'emploi et à la formation professionnelle, rapporte :

Les agents territoriaux amenés à effectuer des travaux supplémentaires à l'occasion des consultations électorales peuvent :

1/ Soit récupérer ces heures ;

2/ Soit être indemnisés en indemnités horaires pour travaux supplémentaires si le grade le permet ;

3/ Soit percevoir une indemnité forfaitaire pour élections, si le grade ne permet pas de percevoir des IHTS.

Le choix de rémunérer les travaux supplémentaires ou de les faire « récupérer » relève du pouvoir discrétionnaire de l'autorité territoriale.

1 / La récupération du temps de travail :

La récupération des heures supplémentaires doit être demandée à l'autorité territoriale, compte tenu des nécessités de service.

2/ Le versement des indemnités horaires pour travaux supplémentaires (IHTS)

Conformément décret n°2007-1630 du 19 novembre 2007 modifiant le décret 2002-60 du 14 janvier 2002, l'IHTS est versée aux agents relevant des cadres d'emplois suivants :

- les fonctionnaires et agents non titulaires de catégorie C ;
- les fonctionnaires et agents non titulaires de catégorie B.

Le taux horaire est déterminé en prenant pour base exclusive le montant du traitement brut annuel de l'agent concerné, divisé par 1820.

Les heures supplémentaires sont indemnisées à hauteur de 125 % du taux horaire pour les 14 premières heures et 127 % du taux horaire au-delà, dans la limite de 25 h 00.

L'heure supplémentaire est majorée des 2/3 lorsqu'elle est effectuée un dimanche ou un jour férié, ces deux majorations ne pouvant se cumuler et les heures de nuits de 100 %, la plage horaire des heures de nuit est de 22 h à 7 h.

3/ Le versement des indemnités forfaitaires complémentaires pour élections (IFCE)

▪ Conditions :

Cette indemnité peut être versée aux fonctionnaires :

- qui ont effectivement accompli des travaux supplémentaires à l'occasion de la consultation électorale, mises sous pli comprises ;
- qui occupent un emploi susceptible d'ouvrir droit à l'indemnité forfaitaire pour travaux supplémentaire et qui sont exclus du bénéfice des IHTS ;
- qui bénéficient de l'Indemnité de Fonction Sujétions et Expertise.

Une décision de l'organe délibérant est nécessaire sur le principe du versement de l'indemnité et, le cas échéant, pour voter les crédits correspondants.

▪ Montant de l'indemnité :

L'enveloppe consacrée à cette indemnité est calculée par référence au montant mensuel de l'IFTS de 2ème catégorie mis en place dans la collectivité, multiplié par le nombre de bénéficiaires.

L'indemnité est calculée dans la double limite :

- d'un crédit global obtenu en multipliant la valeur maximum de l'indemnité forfaitaire mensuelle pour travaux supplémentaires des attachés territoriaux par le nombre de bénéficiaires remplissant les conditions d'octroi de ladite indemnité ;
- d'un montant individuel ne devant pas dépasser le quart de l'indemnité forfaitaire annuelle maximum des attachés territoriaux.

▪ Calcul de l'indemnité :

Soit à Pérols 4 agents bénéficiaires de l'IFCE qui travaillent lors des consultations électorales ;

Soit un coefficient de l'IFCE qui peut varier de 0 à 8 : il est proposé le coefficient 6 ;

Soit la valeur de référence de l'IFSE des attachés groupe A1, A2 ou A3 de 1 091,70 euros.

Le calcul s'établit comme suit :

$$(1\,091,70\,€ \times 6) / 12 = 545,85\,€$$

545,85 € / 2 tours = 272,92 € par agent et par tour d'élection.

Il est précisé que l'ensemble de ces dépenses est compensé par la dotation spéciale de l'Etat versée aux communes.

Il est proposé au Conseil municipal de bien vouloir :

- Approuver le principe du versement d'indemnités, pour compenser les travaux supplémentaires effectués par les agents à l'occasion des consultations électorales ;
- Approuver le montant du crédit global des indemnités forfaitaires complémentaires pour élections tel que défini ci-dessus ;
- Dire que les dépenses correspondantes sont imputées sur les crédits prévus à cet effet au budget de l'exercice en cours, sur le chapitre 012 consacré aux dépenses de personnel.
- Décider que cette délibération est valable pour les élections organisées durant l'année 2021.
- Dire que la délibération sera publiée au recueil des actes administratifs mentionné à l'article R.2121-10 du code général des collectivités territoriales.

Après en avoir délibéré, à l'issue d'un vote à main levée, le Conseil municipal adopte la présente délibération à l'unanimité.

Pour : 29

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prend pas part au vote : 0

Fait à Pérols,

pour extrait conforme le 1^{er} juillet 2021

Le Maire

Jean-Pierre RICO



Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication, affichage ou notification.